

L'industrie du médicament contre la santé publique

Colloque organisé par Mémoire des luttes et l'Union des familles laïques (UFAL) – 4 et 5 juin 2010

Face au mur de l'argent des transnationales

Par Bernard Cassen,
secrétaire général de Mémoire des luttes

BIENVENUE dans cette Maison de l'Amérique latine, et merci de votre présence à ce colloque que les deux organisateurs, l'Union des familles laïques et Mémoire des luttes, ont intitulé « L'industrie du médicament contre la santé publique ».

Un titre à première vue polémique, mais dont, j'en suis certain, nos travaux montreront le bien fondé.

S'il est un secteur économique qui s'est érigé en forteresse réfractaire à toute enquête et à toute critique, c'est bien l'industrie pharmaceutique. Et, pour garantir son immunité, parfois son impunité, l'opacité de ses pratiques et surtout ses bénéfices, elle dispose d'une puissance de feu inégalée en termes de moyens d'influence - souvent sonnants et trébuchants - sur les législateurs, les médias, les gouvernements et les institutions européennes et internationales, en premier lieu l'Organisation mondiale de la santé (OMS).

N'oublions pas que le marché de la santé représente 3 000 milliards de dollars par an, soit 10 % du PIB mondial. N'oublions pas non plus, et cela en dit long, qu'aux États-Unis l'industrie pharmaceutique a été le premier contributeur à la campagne présidentielle de Barack Obama, devançant l'industrie pétrolière, et BP en particulier, dont les riverains du golfe du Mexique sont en train d'apprécier les vertus

civiques. Et elle n'a pas à se plaindre en termes de retour sur investissement politique.

On peut se passer de beaucoup de choses, mais pas de médicaments. En conséquence, les laboratoires jouent sur du velours en se drapant dans leur prétendue mission de défenseurs de la santé publique partout dans le monde.

Nous avons distribué nos travaux en trois parties. Cet après-midi, vendredi 4 juin, une présentation des institutions (Union européenne, OMS, OMC) où s'élaborent nos politiques publiques en matière de santé. Et cela non pas au service de l'intérêt général, mais pour le plus grand bénéfice des entreprises du médicament. Les scandales qui secouent actuellement l'OMS en sont la dernière manifestation en date.

Demain matin, samedi 5 juin, sous le titre de « Expériences et résistances », nous entendrons des acteurs associatifs, une députée européenne et un diplomate qui relateront comment, chacun dans son secteur d'intervention, il est possible de lutter, parfois victorieusement, contre le rouleau compresseur des lobbies pharmaceutiques et de leurs relais politiques.

Demain après-midi, face au mur de l'argent des transnationales, nous souhaitons montrer que l'on peut reprendre la main et qu'une autre politique mondiale du médicament est possible. ■